

LA PARTITION DE L'INDE
ET LA QUESTION IRRÉSOLUE DU CACHEMIRE
(1^{ère} partie)

par Laurent Baldo

<http://www.jaia-bharati.org/cachemire/question-kashmir.htm>

Depuis le début de l'année 2002, la menace d'un conflit généralisé, voire nucléaire, entre l'Inde et le Pakistan a fréquemment été évoquée dans les médias. En effet, suite à une série d'attentats terroristes meurtriers dont elle a été la victime, l'Inde, qui accuse le Pakistan de les avoir fomentés, menaçait celui-ci de représailles jusqu'à la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays à l'initiative du Premier ministre indien monsieur Atal Behari Vajpayee en mai 2003. Pendant plusieurs mois un million d'hommes prêts à s'affronter se sont fait face de chaque côté de la frontière. Au cœur de cette tension indo-pakistanaise se trouve la « question » du Cachemire, cette province qui fait partie de l'État du Jammu-Cachemire et qui fut partagée entre les deux pays suite à son invasion par le Pakistan peu après la partition de l'Empire des Indes britanniques en 1947. Cette agression déclencha la première guerre entre l'Inde et le Pakistan de 1947-1948.

Par la suite, le Cachemire a été à l'origine de deux autres conflits — entre ce que les médias appellent « les deux frères ennemis », provoqués eux aussi par le Pakistan en 1965 et 1999.

Pour l'Inde, le Jammu-Cachemire fait partie intégrante de son territoire au regard de l'histoire et du droit international.

Pour le Pakistan, État islamique créé pour les musulmans par les musulmans à la partition de l'Inde, le Cachemire, peuplé majoritairement de musulmans, aurait du lui être rattaché lors de la partition et doit donc lui revenir coûte que coûte.

Officiellement, Islamabad prétend défendre le droit de la population cachemirienne à se prononcer par référendum « conformément » aux déclarations de l'ONU de 1948 et 1949 subséquentes à la première guerre indo-pakistanaise, afin de choisir soit l'indépendance soit le rattachement au Pakistan ou à l'Inde. Et Islamabad prétend aussi n'apporter qu'un soutien diplomatique et moral à la guérilla cachemirienne dans sa lutte contre « l'opresseur »

indien. Mais plusieurs attentats commis après le 11 septembre 2001 en Inde¹, particulièrement dans l'État du Jammu-Cachemire, ont contraint la communauté internationale à admettre une implication beaucoup plus active d'Islamabad dans ce qui s'apparente plus à une guerre par procuration contre l'Inde pour la possession du Cachemire plutôt qu'à un mouvement de libération mené par les Cachemiris. En fait, le Pakistan soutient financièrement, militairement et logistiquement des organisations islamistes pakistanaises qui mènent la djihad, guerre sainte contre les infidèles, au Cachemire. Ce que dénonçait New Delhi depuis des années.

Malgré cela, et bien que reconnaissant à l'Inde le droit légitime à l'autodéfense, la communauté internationale, soucieuse de ses propres intérêts, souhaiterait un geste vis-à-vis du Cachemire de la part de New Delhi. Et nos médias de nous servir dans presque chaque article de presse les résolutions passées par l'ONU suite à la première guerre indo-pakistanaise de 1947-1948, censément non respectées par l'Inde — ce qui est inexact comme nous le verrons par la suite — justifiant ainsi à mot couvert la politique du Pakistan si « coopérant » en apparence dans la lutte contre le terrorisme international depuis le 11 septembre.

Afin de mieux comprendre la situation actuelle au Cachemire ainsi que la position de chacun des deux protagonistes du conflit, il nous faut faire brièvement l'histoire du Jammu-Cachemire, revenir sur la création de l'État islamique pakistanais et sur la genèse des déclarations de l'ONU de 1948 et 1949, et en présenter les grandes lignes.

Le Cachemire, un royaume hindou

Avant que les hordes musulmanes ne déferlent sur l'Inde à partir du XI^e siècle², les royaumes hindous, formant une vaste unité culturelle et spirituelle, s'étendent de l'Afghanistan à la Birmanie et des Himalayas jusqu'au Cap Comorin. Et le Cachemire, dont la vallée enchâssée dans les Himalayas faisait partie du berceau de la civilisation hindoue il y a plus de 5 000 ans — le pays des sept rivières — est alors un royaume hindou.

¹ Notamment l'attentat suicide contre l'Assemblée régionale cachemirienne à Srinagar en octobre 2001 revendiqué par l'organisation islamiste pakistanaise Jaish-e-Mohammed qui a fait 38 victimes civiles, l'attaque gravissime du Parlement indien à New Delhi le 13 décembre 2001 par cinq islamistes pakistanais, le massacre de Kalu Chak près de Jammu le 14 mai 2002 perpétré par 3 trois combattants islamistes où 35 personnes ont trouvé la mort, principalement des femmes et des enfants, et celui du 13 juillet 2002, à nouveau près de Jammu, où 25 pèlerins hindous ont été tués par des extrémistes musulmans lors du pèlerinage annuel d'Amarnath au Cachemire.

² En fait, depuis le VII^e siècle les envahisseurs musulmans avaient tenté à plusieurs reprises d'envahir l'Inde. Mais ils n'avaient jamais pu aller au delà du Sindh, l'Empire Pratihara contenant leurs assauts pendant plus de trois siècles.

D'après le célèbre historien cachemiri Kalhana³, Gonanda 1^{er}, un des premiers souverains hindou connu du Cachemire, régna peu avant la guerre relatée dans le Mahâbhârata⁴, c'est-à-dire il y a plus de 3 000 ans.

Le grand Empereur Maurya⁵ Ashoka conquiert le Cachemire au III^e siècle avant notre ère et y fonde la vieille ville de Srinagar⁶. Ashoka, hindou converti au bouddhisme, va favoriser le développement du bouddhisme tout en respectant la foi ancestrale de la population locale pour le dieu Shiva. La vallée du Cachemire devient alors un des centres les plus puissants de la religion bouddhiste où fleurit le bouddhisme Mahâyâna qui se répand vers le Tibet, la Chine, l'Indonésie et le Japon. Et lorsque le célèbre voyageur chinois Hiuan Tsang visite le royaume au VII^e siècle, Srinagar est devenue un des principaux centres de la culture hindoue et bouddhiste avec Kanauj, Bénarès et Prayaga, la future Allahabad. Aujourd'hui encore, la région du Ladakh qui représente environ 70% du territoire de l'État du Jammu-Cachemire est toujours majoritairement de confession bouddhiste bien que la population musulmane y soit en forte expansion.

Au VIII^e siècle le Cachemire devient le centre d'un empire hindou immense. En effet, Lalitaditya Muktapid (724-761), de la dynastie Karkota, l'un des plus grands souverains que connaîtra le Cachemire, envahit et conquiert de vastes territoires en Asie et en Inde — Punjab, Kanauj, Ladakh, Tibet, Iran, Bihâr, Gauda (le Bengale), Kalinga (Orissa), Gujarât, Sindh. Mais après le règne de son petit-fils Jayatida, le royaume du Cachemire entre dans une période de déclin et toutes les provinces conquises retrouvent leur indépendance. La dynastie Karkota s'éteint en 856 laissant le pouvoir aux souverains Utpal.

Sous les Utpal, la vallée du Cachemire redevient un haut lieu de l'hindouisme visité par de nombreux pèlerins et étudiants venant de l'Inde entière. Un monastère sera spécialement créé pour accueillir des étudiants indiens souhaitant approfondir la philosophie hindoue et la méditation. Malheureusement, faute de descendant la dynastie Utpal s'éteint en 1003.

Le dernier grand souverain hindou du cachemire sera le roi Jaisimha (1128-1155). Lorsque Jaisimha accède au trône, le royaume est dévasté par des années de guerres civiles et de révoltes consécutives à l'instabilité politique qui suivit le règne du roi Harsha

³ Kalhana, fils de ministre, est l'auteur d'une histoire importante du Cachemire au XIII^e siècle, la Râjataranginî.

⁴ Le Mahâbhârata : l'une des deux grandes épopées hindoues, datant selon la tradition d'environ 3 000 ans avant notre ère. La célèbre Bhagavad Guîtâ est tirée du Mahâbhârata.

⁵ L'immense empire Maurya s'étendait de l'Afghanistan au Bengale et de l'Himalaya à la rivière Pennar dans le Sud.

⁶ Srinagar : de Sri Nagar, la ville de Lakshmi, déesse hindoue de la prospérité.

(1089- 1101), — règne marqué par les extravagances et les dépenses. Une grande partie de la population cachemirienne a été décimée par la famine et la peste. Durant les 27 années de son règne, Jaisimha, d'une main ferme, rétablit l'ordre, répare et restaure les temples et en bâtit de nouveaux. Le peuple retrouve espoir et se met à rêver d'une stabilité durable. Mais à sa mort le royaume sombre dans le chaos. Guerres civiles et révoltes le ravagent à nouveau jusqu'en 1339, date à laquelle prend fin la souveraineté hindoue sur le Cachemire. Celle-ci, vieille de plusieurs millénaires, n'aura été interrompue que par le bref règne de terreur instauré après l'invasion du royaume par les Huns au tout début du VI^e siècle par leur chef Mahir-Gul — un tyran sanguinaire.

Les envahisseurs musulmans

Au XI^e siècle, les hordes de pillards musulmans déferlent sur l'Inde, attirées par ses immenses richesses, rasant et désacralisant sur leurs passages les temples, massacrant la population hindoue « infidèle » à leurs yeux ou la réduisant à l'esclavage.

Déjà, le terrible émir turc Mahmud de Ghazni (998-1030), le destructeur de Kanauj et des temples de Mathura et Somnath, parmi les plus sacrés de l'Inde, avait tenté par deux fois au début du XI^e siècle de s'emparer du Cachemire — sans succès. Mais tout au long du XII^e siècle, sous les attaques répétées des envahisseurs turcs et mongols, le royaume du Cachemire, affaibli par les intrigues, la débauche, et les guerres intestines des seigneurs cachemiris, cède tour à tour les provinces de Poonch, Kangra, Jammu et le Ladakh et ne se réduit plus finalement qu'à la seule vallée du Cachemire.

Et au début du XIV^e siècle, Dulucha, féroce mongol, envahit la vallée par le nord à la tête d'une armée de 60 000 hommes. Comme Timur (Tamerlan) au Punjab et Delhi, Dulucha détruit tout sur son passage, villages, villes, temples et massacre des milliers de Cachemiris. Son agression sauvage met pratiquement fin à la souveraineté hindoue sur le royaume du Cachemire et en 1339, Shah Mir, victorieux de l'armée commandée par la courageuse reine Kota Rani, épouse du dernier roi hindou Udayan Dev, inaugure la période de domination musulmane sur le Cachemire.

Le royaume du Cachemire, hindou depuis près de 5 000 ans, haut lieu du shivaïsme, terre d'érudits sanscrits où le bouddhisme Mahayana se développa, va devenir majoritairement musulman en quelques siècles.

Le règne des sultans

Sous le règne des sultans de la dynastie Shah Mir qui dure plus de 200 ans, l'islam s'établit fermement au Cachemire sous l'action conjuguée du prosélytisme, des conversions forcées et des persécutions envers la population hindoue cachemirienne.

En effet, au début du XIV^e siècle, le Cachemire accueille une forte colonie chiite et soufie fuyant les persécutions de Timur en Perse, qui va établir des centres dans toute la vallée et y développer une activité missionnaire. Et si les premiers sultans se montrent relativement tolérants à l'endroit de la population hindoue, le règne de Sikandar (1389-1413), surnommé Butshikan, « le destructeur d'images », et surtout celui de son fils Ali Shah (1413-1420) n'ont rien à envier à celui du sinistre empereur Moghol Aurangzeb⁷. Ils sont marqués par le sceau de l'intolérance religieuse et du fanatisme : conversions forcées en masse de la population hindoue, établissement de la Jiziya (taxe pour les infidèles), désacralisations et destructions de temples, destructions de livres sacrés. La noblesse hindoue cachemirienne est en grande partie massacrée, et des milliers d'hindous s'enfuient du royaume afin de préserver leur vie et leur foi. Seulement une poignée de familles brahmanes survivra à la tyrannie d'Ali Shah dans la vallée du Cachemire.

Avec le règne de son frère, le sultan Zain-UI-Abidin (1420-1470), qui prône la tolérance religieuse, les hindous recouvrent la liberté de pratiquer leur religion et nombre d'entre eux reviennent s'installer dans la vallée. Le royaume va de nouveau rayonner et sous l'impulsion de Zain-UI-Abidin le Cachemire connaît alors un fort développement dans le domaine des arts et artisanats. C'est d'ailleurs à cette époque que se développent la production des fameux châles cachemiris et l'industrie du tapis. Le Cachemire retrouve aussi ses territoires perdus : Ladakh, Kulu, et en conquiert de nouveaux : Punjab, et une partie du Tibet.

Mais à la mort du Sultan Zain-UI-Abidin, la dynastie Shah Mir connaît à son tour le déclin. Et en 1533, prélude de la domination des empereurs Moghols sur le royaume, Mirz Haider, un membre de la famille d'Humayun de la dynastie Moghol qui règne à Delhi, envahit le Cachemire. Tout comme lors de l'agression du mongol Dulucha, le Cachemire est livré aux pillages, aux massacres, et des milliers de femmes et enfants sont réduits à l'esclavage. Le sultan de l'époque, Nazuk Shah, ne devient alors qu'un instrument entre les mains de Mirz Haider, ce dernier étant le véritable souverain.

⁷ Moghol : du mot mongol, désigne les dynasties musulmanes descendant de Timur. Les Moghols, souverains de cette dynastie, furent au nombre de dix-sept. Six ont le titre de Grands Moghols : Babur, Humayun, Akbar, Jahangir, Shah Jahan et Aurangzeb dont le règne s'étendit de 1618 à 1707.

Grands Moghols et émirs pachtoues

En 1587, le grand Empereur Moghol Akbar conquiert le Cachemire qui fera partie de l'empire Moghol jusqu'en 1752. Sous le règne des Grands Moghols Akbar, Jahangir et Shah Jahan, le Cachemire, prisé par la cour, connaît une période faste et, bien que les conversions religieuses se poursuivent, la population recouvre la paix et la sécurité.

Les empereurs Moghols se rendent régulièrement dans la vallée du Cachemire accompagnés de centaines de nobles, d'émirs, de princes et de hauts commandants de l'armée. Jahangir, fasciné par la beauté de la vallée y fait construire de nombreux jardins.

La réputation de beauté naturelle et de sérénité de celle-ci se répand dans toute l'Inde attirant des milliers de visiteurs.

Avec l'accession au trône d'Aurangzeb, zélateur fanatique musulman, l'empire Moghol sombre dans le chaos. Les « infidèles » hindous sont à nouveau soumis à la Jiziya qu'Akbar avait abolie, convertis de force en masse ou massacrés, leurs fêtes sont interdites, des milliers de temples sont rasés par les gouverneurs Moghols en charge des provinces de l'empire⁸. Au Cachemire, la rébellion et la révolte de la population et des seigneurs locaux ouvrent les portes du royaume aux envahisseurs afghans, et en 1752 le Shah d'Afghanistan Ahmad Shah Abdali s'en empare.

La domination pachtoune sur le Cachemire de 1752 à 1819 sera une des périodes les plus sombres de son histoire. Les émirs sunnites de Kaboul y instaurent un règne de terreur marqué par la brutalité et la cruauté. Le Cachemire est une nouvelle fois entièrement livré aux pillages, à la destruction et la barbarie. Soumise à la férocité et la rapacité des Afghans, la population est dépossédée de ses biens et massacrée — principalement les hindous et les sikhs, mais aussi les chiites dont l'islam s'est fortement imprégné d'hindouisme. Les Afghans s'emparent de toutes les richesses du royaume, ne laissant derrière eux que désolation, misère et désespoir.

Ce règne de terreur ne prendra fin qu'avec l'invasion du royaume du Cachemire par les sikhs en 1819 date à laquelle le Maharaja Ranjit Singh, souverain du Punjab, le conquiert à la demande de plusieurs seigneurs cachemiris, tant musulmans qu'hindous.

⁸ « Des ordres en accord avec l'organisation de l'Islam, nous dit le *Maasir-i Alamgîrî*, furent envoyés aux gouverneurs de toutes les provinces, de détruire les temples et les écoles des Infidèles, de mettre fin à leurs activités éducatrices et de faire cesser la pratique de la religion des kâfir (Infidèles)... » *L'Inde de l'Islam*, Louis Frédéric, p 217.

Des sikhs à la dynastie des Dogra

Bien que délivré de la tyrannie pachtoune, le Royaume du Cachemire, délaissé par les souverains sikhs de Lahore, sombre dans la misère et les famines, la peste et le choléra déciment sa population.

La souveraineté sikh sur le Cachemire durera à peine 27 ans. En effet, en 1846, après une année de dur combat, les valeureux guerriers sikhs sont vaincus par les troupes de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales à Sobraon, sur les bords de la Sutlej. Les Anglais, devenus les maîtres incontestés du sous-continent indien, imposent aux sikhs un traité par lequel ils annexent tous les territoires à l'est de la Sutlej et les districts de montagne dont le Cachemire.

Cette même année, suite aux traités de Lahore et d'Amritsar, le Cachemire est cédé par la Compagnie Anglaise des Indes Orientales, avec l'accord du gouvernement britannique, pour la somme de 7,5 millions de roupies à un officier de la cour de Lahore, Gulab Singh, resté neutre dans le conflit. Ce traité accorde à Gulab Singh, qui règne sur la région du Jammu, la souveraineté à perpétuité sur le Cachemire dont il devient le Maharaja, sous suzeraineté britannique.

Avec Gulab Singh appartenant à la lignée des Dogra, chevaliers hindous (« kshatriyas ») dont il est fait mention dans le Mahâbhârata, le Cachemire retrouve la paix et l'harmonie. L'ordre est enfin rétabli après des siècles de tyrannie et de vandalisme. Le royaume du Cachemire entre à nouveau dans une période d'expansion et de rayonnement. Gulab Singh étend considérablement son territoire, conquiert Poonch, Ragauri, Chitral, Basoli et même des territoires frontaliers du Tibet. Il donne au royaume ses frontières actuelles et jette les fondations de l'État moderne du Jammu-Cachemire.

Sous la dynastie des Dogra le royaume se développe économiquement, retrouve sa prospérité et se modernise. Les Dogra adoptent d'une manière générale les institutions de l'Inde britannique. Les moyens de communication se développent et la vallée du Cachemire s'ouvre au tourisme et devient le lieu de vacances privilégié des ressortissants britanniques.

En 1925, le petit-fils de Gulab Singh, le Maharaja Hari Singh monte sur le trône. Hari Singh poursuit la modernisation du Cachemire et réforme les institutions, autorisant la création de partis politiques.

En 1947, lorsque l'Angleterre se résoudra à accorder l'indépendance à l'Empire des Indes britanniques, c'est Hari Singh, souverain hindou, qui aura à choisir le statut futur de l'État du Jammu-Cachemire dont la population est devenue majoritairement musulmane au cours des siècles. Il devra se prononcer pour l'indépendance de son royaume, ou son

accession à l'Union indienne ou au Pakistan, cet état islamique créé pour les musulmans par les musulmans sous le patronage des Britanniques.

Mais avant d'aborder cet épisode de l'histoire du Cachemire, revenons rapidement aux événements qui ont engendré la tragique partition de l'Inde et la création du Pakistan dont découle le problème du Cachemire.

L'Empire des Indes britanniques

Comme le Jammu-Cachemire, la plupart des royaumes hindous de l'Inde ont subi les invasions musulmanes arabes, turques et mongoles, et comme lui nombre d'entre eux ont vu une partie de leur population hindoue convertie à l'islam. Et dans certaines régions, surtout dans le Nord de l'Inde, dans les provinces limitrophes de l'Afghanistan, au Punjab, au Baluchistan, au Sindh, dans la partie Est du Bengale, pour ne citer que celles-ci, tout comme dans la vallée du Cachemire, la population devient majoritairement musulmane entre le VIII^e et le XVIII^e siècle. Des royaumes hindous se retrouvent administrés par les envahisseurs musulmans. Mais l'Inde ne sera jamais conquise entièrement et les populations hindoues et sikhs ne cesseront de lutter contre la tyrannie de l'envahisseur : les sultans du Deccan ne conquerront le Sud de l'Inde qu'après la chute du vaste empire de Vijayanagar en 1565 ; les guerriers Jats sous le règne d'Aurangzeb s'empareront de vastes territoires, de même les valeureux sikhs deviendront les maîtres du Punjab et, nous l'avons vu, reprendront le Cachemire aux Afghans. Les princes hindous rajputs et mahrattes, dont le célèbre Shivaji, seront une menace constante pour le pouvoir étranger. Au début du XVIII^e siècle, les Mahrattes, sous l'autorité du peshwa Balaji Visvanath puis de son fils Baji Rao I^{er}, constituent un immense empire hindou, le Hindu-Pad-Padshahi, rivalisant en puissance avec l'empire moghol de Muhammad Shah. Et après les incursions sanglantes du Perse Nadir Shah et de l'Afghan Ahmad Shah Abdali qui affaiblissent considérablement l'empire moghol, le souverain mahratte Mahadaji Sindhia en devient le dirigeant virtuel en 1789 — le Moghol Shah Alam II n'occupant plus qu'une fonction honorifique. Mahadaji Sindhia met ainsi fin à la suprématie musulmane sur l'Inde et rétablit virtuellement celle des hindous.

Mais les conflits incessants entre Mahrattes et Moghols, et leurs luttes respectives contre les hordes afghanes, ont considérablement affaibli les deux camps. L'Inde se trouve alors prête pour une nouvelle conquête étrangère.

Après les souffrances endurées sous la barbarie des envahisseurs musulmans depuis le XI^e siècle, puis sous la tyrannie des empereurs moghols du XVI^e au XVIII^e siècle, l'Inde subit le pillage de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales qui, avec l'appui du

gouvernement britannique, étend son hégémonie à presque tout le sous-continent, la présence de ses rivaux portugais et français ne se réduisant qu'à quelques comptoirs.

En 1876, la Reine Victoria devient Impératrice des Indes. L'Empire des Indes britanniques se divise alors en deux parties : d'une part l'Inde britannique composée des provinces conquises et directement administrées par le gouvernement anglais, et d'autre part l'Inde des états princiers, comme le Jammu-Cachemire ou l'État d'Hyderabad, dirigés par un Maharaja, un Raja, un Nawab ou un Nizam. Chacun de ces états, sous suzeraineté britannique, disposant d'une certaine liberté quant à l'administration de ses affaires intérieures.

Le gouvernement colonial va alors, dans les états qu'il administre directement, non seulement légaliser et organiser le pillage des ressources naturelles du pays, mais en plus y ajouter le fardeau d'impôts iniques, les états princiers vassaux étant, quant à eux, soumis à des fortunes diverses suivant leur niveau d'autonomie par rapport à la Couronne. Tout cela mené d'une main de fer faite de répression brutale et de persécutions de tous ordres.

L'industrie et l'artisanat indiens sont quasiment annihilés au profit de la production industrielle britannique. Le prolétariat et la paysannerie sont réduits à la misère la plus noire, les famines récurrentes déciment la population emportant des millions de vies.

De telles épreuves, les souffrances et la désolation qui en résultent sapent la vitalité du pays et du peuple réduit au désespoir et à l'humiliation — l'Inde en porte encore aujourd'hui les stigmates⁹.

Diviser pour régner

Face à cette situation de grands réformateurs et hommes politiques, tels Raja Rammohan Roy, Swami Dayananda Saraswati, Rajnarain Bose, Surendra Nath Banerjee vont tenter d'influer la politique britannique et de sortir le peuple indien de sa torpeur et de son apathie. Leurs actions donnent naissance au mouvement nationaliste indien qui voit le jour dans la seconde partie du XIX^e siècle et se développe au début du XX^e siècle.

En 1885, afin de contrôler le mouvement nationaliste et de prévenir une explosion de violence, le gouvernement colonial favorise la création d'un parti politique indien, le Congrès national indien, chargé de représenter officiellement les intérêts du peuple indien,

⁹ Comme le remarque l'Indianiste français Guy Deleury : « Par le pillage systématique des richesses du Bengale d'abord, puis par l'exploitation de son empire des Indes, l'Angleterre put, grâce aux énormes sommes extorquées, fonder la première en Europe, les bases de son développement industriel. Cette naissance du capitalisme occidental a été payée par la ruine du paysan hindou ».

sous le parrainage de l'Anglais Allen Octavian Hume. Malheureusement, au fil des ans le Congrès qui se satisfait de « réformes » superficielles se transforme en un organisme d'obédience au gouvernement britannique.

Deux hommes politiques exceptionnels, B. G. Tilak (1856-1920) et Sri Aurobindo (1872-1950), vont reprendre le flambeau du nationalisme indien qu'ils vont contribuer à insuffler dans l'Inde entière. Sri Aurobindo ose parler du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et il est le premier homme politique indien à revendiquer l'indépendance totale de l'Inde du joug britannique. Leur influence sur le Congrès qu'ils jugent trop timide et au service des Anglais va croissant et un courant nationaliste de plus en plus influent s'y développe. Le Congrès commence à échapper à son mentor anglais et s'oppose de plus en plus à ses « réformes ».

En 1905 le Vice-roi des Indes Lord Curzon veut briser la vague nationaliste qui enfle au Bengale et se répand au-delà. Selon le principe politique anglais de « diviser pour régner » il impose le démembrement du Bengale en deux provinces administratives distinctes où les Bengalis hindous seront minoritaires. La province du Bengale de l'Est (le futur Bangladesh) est délimitée de telle sorte que les musulmans, moins avancés politiquement et plus loyaux à la Couronne, y soient majoritaires. Par ce plan machiavélique Lord Curzon espère ainsi détruire la solidarité du peuple bengali et porter un coup fatal au mouvement nationaliste¹⁰.

Mais la partition du Bengale provoque le mécontentement de la majorité des Bengalis, et bien au contraire attise le sentiment patriotique dans toute la province. Le mouvement nationaliste redouble de vigueur et atteint toutes les couches de la population suscitant sympathie et solidarité dans l'Inde entière.

Le Congrès national indien se fait le porte-parole de la lutte contre la partition du Bengale et des idées nationalistes, et en 1906 lors de sa session à Calcutta il adopte, sous la pression des nationalistes menés par Tilak et Sri Aurobindo, un programme d'action en quatre points : *Swaraj* (indépendance totale du joug britannique), *Swadeshi* (indianité : développement de la production indienne artisanale, industrielle, etc.), boycott

¹⁰ Ce que confirme Sri Aurobindo : « Si nous nous sommes opposés si fortement à la partition du Bengale, c'est que cette mesure était calculée pour porter gravement atteinte au pouvoir politique du peuple de langue bengalie. Notre seconde objection était que, de son propre aveu, le gouvernement voulait ainsi créer une province musulmane avec Dacca comme capitale, et l'intention évidente était de semer la discorde entre hindous et musulmans dans une province où, de toute l'histoire de la présence britannique, elle n'avait jamais existé... » 4 septembre 1906. (*L'Inde et la Renaissance de la Terre*, page 21).

des institutions et des produits britanniques, et développement d'une éducation nationale¹¹.

Ce programme, avec sa revendication affichée d'indépendance de l'Inde, est bien évidemment inacceptable pour le colonisateur britannique qui, pour casser le mouvement anti-partition nationaliste mené principalement par la majorité hindoue, ne va pas hésiter à attiser le sentiment anti-hindou existant chez une partie de la population musulmane et réveiller le vieux rêve de l'hégémonie musulmane sur l'Inde.

« *Divide et impera.* »

La Ligue musulmane : la graine de la partition de l'Inde

Pour ce faire, les Britanniques vont s'appuyer sur les musulmans radicaux issus du mouvement de l'Université musulmane d'Aligarh, le *Aligarh Movement*, lancé en 1877 par Syed Ahmad, farouchement anti-hindous, mais aussi anti-Congrès, car ils lui dénie toute représentativité de la communauté musulmane. Pour ces fondamentalistes, les hindous et les musulmans forment deux entités politiques séparées de nationalités distinctes, les musulmans appartenant à la nation musulmane, l'Oumma¹², et non à l'Inde, donnant ainsi la primauté à l'identité religieuse sur la préférence nationale, alors que la grande majorité

¹¹ Sri Aurobindo exposait ce programme dans un article du *Bande Mataram* en 1907 : « Nous jugeons inacceptable [...] l'exploitation de l'Inde par des étrangers, le drainage continu de ses ressources, qui engendre des famines endémiques et un appauvrissement rapide... [...] Par un boycott organisé et inflexible des marchandises anglaises, nous nous proposons de mettre un terme à cette exploitation. De même, nous jugeons inacceptable l'éducation telle qu'elle est impartie dans le pays, sa pauvreté et son insuffisance délibérées, son caractère antinational, sa subordination au gouvernement britannique, l'usage qui en est fait pour décourager le patriotisme et inculquer le loyalisme envers l'Angleterre. Nous nous refusons donc d'envoyer nos enfants dans les écoles du gouvernement ou dans celles qu'il contrôle et patronne [...], afin que l'esprit des jeunes Indiens échappe à l'emprise de maîtres étrangers. Nous nous élevons contre la façon dont la justice est administrée, contre la partialité des magistrats et leur sujétion fréquentes à des objectifs politiques, contre le coût élevé de la procédure civile, la brutalité des méthodes en vigueur et l'implacable rigueur des peines criminelles. Aussi nous refusons nous désormais à recourir aux tribunaux britanniques. [...]. Enfin, nous réprovoons le caractère arbitraire, inquisitorial, répressif, des pouvoirs publics qui utilisent la police, non pour protéger la population, mais pour l'opprimer [...]. Nous nous interdisons donc de solliciter l'aide, les avis ou la protection de l'administration et n'acceptons aucune ingérence paternaliste dans nos activités publiques... (*Vers l'Indépendance*, Écrits et discours (1906-1910) de Sri Aurobindo.)

¹² Voici la définition de l'Oumma musulmane que donne A. Del Valle dans son ouvrage *Guerres contre l'Europe*, concept à l'origine de la création du Pakistan en Inde : « Terme arabe désignant par extension la communauté politico-religieuse, culturelle et juridique des croyants musulmans du monde entier [...] La 'Oumma al-islamiyya' (communauté islamique) est universelle et intemporelle. Elle ne connaît aucune limite de temps ou d'espace. Là où se trouvent les 'croyants' — y compris dans un État majoritairement non musulman, dès lors que les musulmans n'ont pas abjuré — la Oumma est présente en tant que communauté religieuse distincte et surtout en tant que nation et État. La Oumma constitue donc une extra-territorialité politico-juridique et civilisationnelle de fait lorsqu'elle se développe dans un État 'infidèle' dont elle conteste la légitimité du 'pouvoir impie' en place. »

des musulmans indiens étaient sinon des hindous convertis, du moins des descendants d'hindous convertis au cours des siècles.

Ces leaders musulmans, parmi lesquels certains sont issus de l'intelligentsia musulmane qui a dominé l'Inde sous l'empire moghol, voient dans la partition du Bengale — la création d'une province administrée par les musulmans — la concrétisation de leurs ambitions politiques et religieuses. Aussi vont-ils devenir de fervents défenseurs de la partition.

Ainsi, pour arriver à ses fins politiques, Lord Curzon accorde à Salimullah, Nawab de Dacca, une position particulière au sein de l'administration du Bengale de l'Est où les musulmans sont majoritaires, et il fait de Dacca la capitale du nouvel État. Salimullah va alors prendre la tête du mouvement pour la partition du Bengale et mobiliser toute la société musulmane bengalie autour de lui. D'autre part, l'administration du nouvel État dirigée par le Lieutenant-gouverneur Fuller va favoriser ouvertement les musulmans du Bengale de l'Est.

Prélude à la partition de l'Inde, le 1^{er} octobre 1906 à Simla, lors d'une réunion arrangée par les Britanniques avec les principaux leaders musulmans, Lord Minto, le nouveau Vice-roi, poursuivant la politique pro-musulmane de Lord Curzon, accepte les revendications d'un électorat séparé pour les musulmans, avalisant ainsi la théorie politique du *Aligarh Movement* de deux nationalités distinctes en Inde, l'une musulmane, l'autre hindoue.

Forts de cette reconnaissance et de leur pouvoir croissant, les leaders musulmans, encouragés en sous-main par les Britanniques, décident la création d'un parti politique qui puisse défendre les intérêts communautaires et les revendications des musulmans auprès du gouvernement britannique face à un Congrès, majoritairement composé d'hindous¹³, porté par la vague de contestation contre la partition du Bengale. Et le 30 décembre 1906 lors d'une réunion qu'ils tiennent à Dacca, les leaders musulmans, sous l'autorité des Nawab Salimullah et Mohsin-UI-Mulk qui dirige le *Aligarh Movement*, créent la *All India Muslim League* (la Ligue musulmane) ; ils se prononcent sans équivoque pour le maintien de la partition du Bengale, bénéfique pour les musulmans, et condamnent fermement le mouvement anti-partition mené par le Congrès. Affirmant leur fidélité au Raj britannique — qu'ils considèrent comme leur protecteur contre « l'hégémonie hindoue » — ils dénoncent

¹³ À part quelques figures notoires tel Maulana Abdul Kalam Azad le Congrès comptait peu de leaders musulmans. Et alors que la Ligue musulmane deviendra de plus en plus puissante sous la présidence de Jinnah peu de leaders musulmans intégreront le Congrès ou même y resteront. Les frères Ali, par exemple, proches de Gandhi dans les années 20, afficheront de plus en plus ouvertement leur pan-islamisme et rejoindront finalement la Ligue musulmane.

le programme politique nationaliste du Congrès : indianité, boycott des institutions et des produits anglais, indépendance.

Ainsi, les musulmans, qui s'étaient tout d'abord opposés à la partition du Bengale au nom de l'unité des Bengalis, vont en devenir progressivement le plus ferme soutien, principalement pour s'opposer au Congrès.

Dès lors, la Ligue musulmane recrute ses adhérents, non seulement au Bengale oriental, mais dans toutes les communautés islamiques de l'Inde. Elle tiendra sa première session le 29 décembre 1907 à Karachi.

Un état séparé pour les musulmans : le Pakistan

La fondation de la Ligue musulmane et les concessions des gouvernements britanniques successifs envers celle-ci ont pour effet de stigmatiser les divisions entre hindous et musulmans et de les opposer en deux camps politiques hostiles. Conséquence de ce jeu politique, le fossé entre les deux communautés ne cessera de s'accroître dans les années qui suivent la partition du Bengale et favorisera la création du Pakistan en 1947.

Avec le mouvement pour le *Swadeshi* et le boycott né de la lutte contre la partition du Bengale, sous l'impulsion des nationalistes du Congrès le nationalisme indien s'est affermi dans tout le pays, et avec lui l'éveil de la population indienne à la conscience nationale. La revendication d'indépendance du joug britannique, *Swaraj*, devient alors naturelle au sein de la communauté hindoue et se trouve renforcée par la répression brutale envers les nationalistes et les « réformes » du colonisateur britannique inacceptables pour le peuple indien.

Pourtant dès 1907, les modérés du Congrès, soucieux de ne pas déplaire aux Britanniques, imposent au Congrès un programme politique expurgé de toute revendication d'indépendance, ce qui provoque une scission avec les nationalistes et le départ de ces derniers du Congrès.

Et en 1909, le Congrès, qui ne compte donc plus dans ses rangs que des modérés, sous l'autorité de son leader Gokhale, malgré l'opposition et les mises en garde des dirigeants nationalistes, accepte un train de réformes politiques dites Morley-Minto – du nom du Secrétaire d'État pour l'Inde Lord Morley et du Vice-roi des Indes Lord Minto. En effet, si celles-ci introduisent l'élection au suffrage censitaire d'une partie des membres des assemblées législatives provinciales – aux prérogatives toutefois très limitées –, comme l'avait promis Lord Curzon à la Ligue musulmane en 1906, ces réformes instaurent officiellement un électorat séparé pour les musulmans, divisant ainsi un peu plus les deux

communautés. Les musulmans voteront dans des collèges séparés pour élire des coreligionnaires aux sièges qui leur seront réservés. D'autre part, la proportion de ces sièges dans l'assemblée d'une province donnée sera généralement supérieure à celle des musulmans dans la population de cette province – les musulmans y seront donc surreprésentés¹⁴.

Dans les années qui suivront, le mouvement nationaliste, dont la plupart de ses leaders sont victimes de la répression britannique — nombre d'entre eux sont emprisonnés, voire déportés — se trouve alors privé de canal politique.

Il faudra attendre 1914 avec le *Home Rule Movement* lancé par Annie Besant et B.G. Tilak, de retour de déportation et devenu le leader des nationalistes après le retrait de la vie politique de Sri Aurobindo, pour que les aspirations nationalistes du peuple indien soient à nouveau incarnées politiquement. Ainsi, dans la perspective de l'indépendance de l'Inde du Raj britannique, les leaders du *Home Rule Movement* proposent au gouvernement britannique un programme de transfert progressif de pouvoirs entre l'administration coloniale et un gouvernement indigène.

Là encore, pour retarder cette échéance, les Britanniques font tout pour briser la dynamique du *Home Rule Movement*, usant une nouvelle fois de leur stratégie politique de « diviser pour régner ». D'une part ils s'appuient sur les modérés du Congrès réfractaires au programme nationaliste afin d'entretenir les dissensions entre modérés et nationalistes — et par là prévenir le retour de ces derniers dans le Congrès ; et d'autre part, ils affirment qu'aucune réforme politique ne pourra être envisagée sans qu'il y ait consensus entre hindous et musulmans, favorisant ainsi les ambitions politiques de la Ligue musulmane afin de maintenir la division entre les deux communautés.

Et ce n'est qu'en décembre 1926 à Madras, après que les nationalistes aient réintégré le Congrès et que leurs revendications politiques s'y soient imposées, que le Congrès, dont Gandhi a pris le pouvoir après le décès de B. G. Tilak en 1920, adopte à nouveau l'indépendance complète pour l'Inde comme le but politique principal à atteindre. Ce qu'il réaffirmera lors de sa session de Lahore en décembre 1929 sous la présidence de Jawaharlal Nehru.

¹⁴ Dans son éditorial du 30 août 1909 pour le journal *Karmayogin*, Sri Aurobindo écrivait prophétiquement au sujet de ces réformes : « Lord Morley a entrepris de séparer les hindous des musulmans dans le domaine politique. [...] À cet égard, Lord Morley ne cache pas son jeu ; il a adopté ouvertement ce principe, 'diviser pour régner', et engendré une inimitié permanente entre hindous et musulmans. [...] Que ceux qui adhéreront à ces réformes sachent qu'ils se feront complices de la division pratiquée par Morley. Ils seront responsables des conflits entre communautés et feront obstacle à l'unité et à l'intégrité de l'Inde. » (*Vers l'Indépendance*, page 103).

Après la Première Guerre mondiale, les musulmans de l'Inde s'insurgent contre les conditions de paix imposées par les Alliés à la Turquie. À partir de 1919, plusieurs responsables politiques musulmans menés par les frères Ali, membres de la Ligue musulmane, se mettent à exiger que le Sultan de Turquie continue d'être considéré comme le Calife ou chef religieux de la Nation musulmane, alors même que les Turcs rejettent cette autorité et que l'empire ottoman touche à sa fin. Gandhi, sans se rendre compte de l'anachronisme de cette revendication et de son caractère panislamique, lui donne son plein appui, allant jusqu'à déclarer qu'il est du devoir de tout hindou de soutenir le « mouvement du Khalifat » avant même celui de l'indépendance de l'Inde. Nombreux sont ceux qui ne peuvent comprendre en quoi le sort du Sultan de Turquie prévaut sur la bataille pour la libération de l'Inde, pourtant le Congrès s'associe au « mouvement du Khalifat ». Fort de l'appui de Gandhi et du Congrès, celui-ci se développe dans toute l'Inde et avec lui l'opinion musulmane devient alors violemment anti-britannique. Mais sans pour autant se rapprocher du Congrès et des hindous. Bien au contraire, ce mouvement panislamique en faveur du Khalifat turc accroît l'antagonisme entre les deux communautés¹⁵.

Des émeutes voient le jour dans tout le pays dont certaines aboutissent à des rebellions armées de grande ampleur comme au Kérala avec la révolte de la communauté des Moplah, descendants d'Arabes immigrés. Ceux-ci, s'étant procurés des armes se soulèvent en masse et établissent une sorte de « gouvernement Khalifat » dans leur province où ils attaquent les hindous et en forcent un grand nombre à se convertir à l'Islam. Cette révolte, durement réprimée par les Anglais, n'eut pas de suite, mais les Moplah vont devenir de fermes partisans de la Ligue musulmane, comme nombre de musulmans ayant participé au mouvement Khalifat, contribuant ainsi au développement de celle-ci.

Désormais, il ne se passera pas d'année sans que de terribles émeutes communales n'opposent hindous et musulmans.

En 1928, Mohammed Ali Jinnah, transfuge du Congrès dont il désapprouve la proposition de Constitution pour une Inde libre faite par Motilal Nehru, le père de Jawaharlal Nehru — défavorable à ses yeux pour les musulmans — prend la présidence de la Ligue musulmane. En quelques années Jinnah va considérablement renforcer le

¹⁵ « Gandhi, écrit Louis Frédéric, en soutenant le mouvement panislamique 'au nom de l'unité de l'Inde' ne se rendit nullement compte que ce mouvement était en réalité dirigé contre l'union politique des hindous et des musulmans. Saint homme peut-être pour les hindous, Gandhi se révélait un bien piètre politicien » *L'Inde de L'Islam*, p 268.

pouvoir de celle-ci en l'imposant aux Britanniques et au Congrès comme seul parti représentatif des musulmans indiens.

Jinnah va radicalement changer le champ politique en le transformant en une lutte entre la minorité musulmane et la majorité hindoue et se pose en champion de la cause musulmane face au Congrès majoritairement hindou. Afin d'élargir son assise populaire il joue sur la fibre religieuse et brandit le spectre d'une hypothétique menace que ferait peser sur les musulmans le Congrès hindou s'il était au pouvoir en Inde.

Et sous l'impulsion de Jinnah la politique de la Ligue musulmane évolue vers le pan-islamisme. Les revendications de la Ligue musulmane vont sortir du cadre des négociations avec le Congrès et le gouvernement britannique afin d'élaborer une constitution indienne prenant en compte les droits des musulmans.

Et à la fin des années 30, poussant plus avant la théorie du *Aligarh Movement* des deux nationalités distinctes, Jinnah reprend la doctrine d'un état séparé pour les musulmans énoncée par l'idéologue Muhammad Iqbal en 1930 et développée par la suite par Rahmat Ali, un jeune étudiant musulman de Cambridge : le Pakistan. Cet état serait composé des provinces et des royaumes indiens où les musulmans, comme au Cachemire, sont devenus majoritaires et qui de ce fait, selon les tenants de cette doctrine, ne font plus partie de l'Inde mais de la nation musulmane¹⁶.

Car pour Jinnah et les dirigeants de la Ligue musulmane il est inacceptable que les musulmans se retrouvent minoritaires dans une Inde libre majoritairement hindoue, qui plus est laïque et démocratique, principes incompatibles, selon eux, avec les institutions sociales et politiques des musulmans imprégnées de l'idéal religieux islamique et donc de ce fait devant être régies par la charia¹⁷. Pour eux les musulmans et les hindous ne peuvent coexister ensemble pacifiquement tant leur religion les oppose et leurs intérêts politiques sont inconciliables — contrairement à ce que pensent les leaders du Congrès.

¹⁶ La théorie avancée par Rahmat Ali était une pure négation de la réalité historique car, comme nous l'avons vu dans le cas du Cachemire, l'hégémonie musulmane sur ces états n'a jamais été continue et les populations musulmanes, surtout les chiites et les soufis, ont elles aussi souffert, bien que dans une moindre mesure que les hindous et les sikhs, de la tyrannie des envahisseurs mongols et afghans. D'autre part, l'islam pratiqué par ces populations majoritairement constituées d'hindous convertis, le plus souvent par la force, était fortement imprégné d'hindouisme, comme dans le cas des soufis ou chiites au Cachemire. Il était donc tout à fait erroné d'avancer, comme l'a fait Rahmat Ali, le concept d'une nation musulmane homogène ayant dominé ces états durant plusieurs siècles. Toutefois, celui-ci va finir par s'imposer au sein de la Ligue musulmane.

Voici ce que Sri Aurobindo disait au sujet de cette nation musulmane en 1947 : « L'idée qu'il y aurait deux nationalités en Inde n'est qu'une notion apparue récemment, inventée par Jinnah pour les besoins de sa cause, mais contraire aux faits. Plus de 90% des musulmans indiens sont les descendants d'hindous convertis et appartiennent à la nation indienne au même titre que les hindous eux-mêmes. Ce processus de conversion s'est poursuivi sans interruption. Jinnah lui-même est le descendant d'un hindou, converti à une époque assez récente qui s'appelait Jinnahbhai, et beaucoup parmi les leaders musulmans les plus connus ont une origine similaire. » (*L'Inde et la Renaissance de la Terre*, page 270-271)

¹⁷ Loi coranique.

Jinnah, avec la Ligue musulmane, va donc tout mettre en œuvre pour faire aboutir son projet politique.

Conséquence de cette doctrine, dans les années qui précèdent la Seconde Guerre mondiale, le concept d'une nation séparée indépendante grandit dans l'esprit des musulmans indiens, surtout dans les provinces du Nord-Ouest de l'Inde et du Bengale de l'Est où ils sont majoritaires.

Lorsque la Seconde Guerre mondiale éclate, l'Angleterre a impérativement besoin du soutien et de la participation de l'Inde dans sa guerre contre l'Allemagne nazie. Le gouvernement britannique est donc prêt à des concessions. L'avènement de l'indépendance de l'Inde se révèle alors inéluctable et s'annonce imminent.

Dans cette perspective, lors de la session de la Ligue musulmane à Lahore en 1940, Jinnah demande officiellement au gouvernement britannique la création du Pakistan, état islamique indépendant pour les musulmans indiens.

À suivre ...

Laurent Baldo

(Laurent Baldo a vécu sept ans en Inde, pays où il retourne régulièrement et où il a de nombreux contacts, et dont il continue d'étudier la culture et la civilisation. Il est membre fondateur de l'association [Jaïa-Bharati](#) dont il est Président.)

© Jaïa Bharati -Mai 2003

Références :

- *History of the freedom movement in India*, R. C. Majumdar, Vol. 1, 2 et 3, Ed. Firma KLM Private Ltd, Calcutta, Inde, 1963.
- *The History and Culture of the Indian People*, General Éditor R.C. Majumdar, Ed. Bharatiya Vidya Bhavan, Bombay 1955.
- *L'Inde de L'Islam*, Louis Frédéric, Ed. Arhau, Paris 1989.
- *Kashmir - The Crown of India*, Prof. L. N. Dhar, Vivekananda Kendra, Kanyakumari, Inde, juin 1984. Site internet <http://www.kashmir-information.com/>
- *L'Inde et la Renaissance de la Terre*, Sri Aurobindo, Ed. Institut de Recherches Évolutives, Paris, 1998.
- *Histoire de l'Inde*, A. Daniélou, Ed. Fayard, Paris, 1971.
- *Un Autre regard sur l'Inde*, F. Gautier, Ed. du Tricorne, Genève, 2000.
- *La vie de Sri Aurobindo*, Peter Heehs, traduit de l'anglais par Patrice Ghirardi, Ed. du Rocher, Paris, 2003.
- *Guerres contre l'Europe*, Alexandre Del Valle, Ed. des Syrtes, Paris, 2001.

- *Land of the Passes*, Claude Arpi, journal indien online Rediff.com, juillet 2002.
- *J&K FAQ - Frequently Asked Questions*, compilé par CIFJKINDIA Team.
Site internet : <http://www.cifjkindia.org>
- *Vers l'Indépendance*, Écrits et discours (1906-1910) de Sri Aurobindo, Traduit du bengali au français par Michèle Lupsa, Éditions Sri Aurobindo Ashram Press, Pondichéry, 2002, 383 pages.
- *Les Mystères de l'Inde*, magazine L'Histoire, n°278.